

La révolution arabe revivifie le mouvement altermondialiste



L'active participation locale et maghrébine a marqué le ton du FSM de Tunis. La manifestation d'ouverture, le 26 mars, a réuni plus de trente mille participant-e-s. Photo: Andrea Tognina

Bernard Borel et Sergio Ferrari

Le Forum Social mondial (FSM) 2013 s'est tenu, du 26 au 30 mars, dans la capitale tunisienne, berceau du Printemps arabe et d'un nouvel âge de mobilisations sociales, qui a notamment inspiré *Los Indignados* (indignés) espagnols, les *Occupy* étasuniens, ainsi que plusieurs autres mouvements protestataires, et suscité des mobilisations dans différentes régions du monde.

Cinquante mille représentant-e-s de plus de 4500 organisations, en provenance de 130 pays s'y étaient donné rendez-vous, en soutien à la lutte des Tunisiens démocrates pour leurs droits et contre le risque de confiscation de leur révolution par les forces de la droite islamiste conservatrice.

Avec un millier d'ateliers et activités autogérées et une organisation générale de grande qualité, cette édition 2013 du Forum Social Mondial a été une totale réussite.

Le FSM s'affirme une fois de plus comme le principal espace de la société civile mondiale. Et comme une plate-forme de

recherche d'alternatives au modèle économique-financier, écologique et culturel, qu'imposent les élites locales, les gouvernements du Nord, et les institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale, le FMI ou l'OMC.

La tenue en Tunisie de cette édition du FSM est significative car la «Révolution de jasmin», essentiellement non violente mais insurrectionnelle, jeune et populaire, a généré de grands espoirs pour les Tunisiens et pour les peuples du Maghreb/Machreck.

Reseau social «non virtuel»

Ce fut aussi un Forum social de toute la région, avec des délégations importantes du Maroc, d'Algérie, d'Égypte, de Palestine, du Liban notamment. C'était souvent, pour eux, une première occasion de se rencontrer et de créer un véritable réseau social «non virtuel» pour potentialiser leurs luttes respectives. Le FSM a permis la rencontre sans précédent d'un millier d'associations et de mouvements sociaux locaux et de la région, qui ont pu se nourrir des expériences

d'autres luttes ailleurs, en Europe et en Amérique latine en particulier.

C'est dire combien les discussions autour de l'annulation de la dette publique et les alternatives macro-économiques aux politiques néolibérales, comme la Banque du Sud et l'ALBA, promues en Amérique Latine, étaient d'actualité en Tunisie. De même que le modèle de l'audit réalisé en Equateur et qui pourrait être valable pour le pays hôte du Forum.

Sans parler des questions soulevées par l'exploitation du gaz de schiste, dont des gisements ont été découverts dans le Sud de la Tunisie (un pays qui n'a pas de pétrole). Ou encore des désastres écologiques dus à une politique extractive intensive: le bassin minier de Gafsa, au centre du pays, n'apporte que misère aux populations locales alors qu'il représente pour l'Etat une de ses principales sources de devises. Une réalité qu'on retrouve, sous d'autres aspects, dans presque toutes les nations du Sud.

Il fut question également de promouvoir la solidarité entre

les peuples, à l'heure où l'Union Européenne et la Suisse, comme le Nord en général, défendent leurs propres entreprises qui délocalisent leur production. Notamment dans des pays «off shore», comme la Tunisie, n'y payant pas d'impôt tout en employant de la main d'œuvre locale bon marché et corvéable à merci. Ces mêmes pays imposent leurs propres modalités à des accords bilatéraux qui pénalisent les intérêts du Sud, au bénéfice des grandes multinationales établies en Europe ou en Amérique du Nord.

Active présence suisse

Il faut enfin souligner une présence suisse importante. La délégation co-organisée par E-CHANGER et Alliance Sud a rassemblé plus de 60 personnes, dont une dizaine de représentant-e-s du monde politique – au nombre desquels les Maya Graf, présidente du Conseil National – ainsi que de nombreux syndicalistes d'UNIA, de Syndicom et du SSP; étaient également du voyage des dizaines de représentant-e-s d'ONG de coopération et des droits humains, ainsi que des

journalistes. Au moins une demi-douzaine d'ateliers ont été proposés ou co-gérés par des organisations helvétiques.

Sans oublier les autres acteurs sociopolitiques suisses présents à Tunis, notamment la délégation menée par Solidarités, qui a assuré la présence au FSM de militants politiques et syndicaux, avec à leur tête Rémy Pagani, maire de Genève.

Pour conclure, ce sont la solidarité active, exprimée dans les manifestations de masse d'ouverture, le 26 mars, ou de clôture, le samedi 30, en faveur de la Palestine, l'échange actif entre des représentant-e-s de mouvements sociaux, d'ONG, d'associations et de réseaux internationaux, les partages de savoirs et d'expériences, qui ont nourri le rassemblement de Tunis.

Ce Forum Social Mondial a montré que, loin de toute résignation, les acteurs sociaux, la société civile internationale, continuent à se mobiliser, à chercher des alternatives et à rêver (oui, l'importance de rêver!) à un «autre monde possible».

DAVOS ET LE FSM, RENCONTRE DES CONTRAIRES?

Maya Graf*

En tant que présidente du Conseil national, j'ai eu l'occasion de participer cette année tant au Forum Economique Mondial de Davos, qu'au Forum Social Mondial, à Tunis.

Organisé de manière privée, le Forum Economique Mondial (WEF) a lieu depuis plusieurs années, en janvier, à Davos, où des chefs d'Etat et des grands patrons développent des contacts personnels et où plus d'un millier d'invités assistent à des conférences au Centre de congrès, sur des thèmes économiques et politiques actuels. Le temps était glacial cette année, et l'appareil de sécurité gigantesque.

Durant la dernière semaine de mars, un soleil printanier a, au contraire, réchauffé les quelque 50'000 participants au Forum Social Mondial, dans la capitale tunisienne. La participation était ouverte à tous. Excepté durant la marche d'ouverture à travers la capitale, la police n'a eu à gérer que la circulation. Durant ces quatre jours, l'Université s'est transformée en un marché mondial, vivant et coloré, des citoyennes et des citoyens. Des thèmes tels que la démocratie et les droits humains, les droits des femmes, l'accaparement des terres, le tournant énergétique ou encore la réduction de la dette des pays du Sud, ont été débattus et discutés de manière engagée à l'occasion de plus d'un millier d'ateliers.

J'ai également été impressionnée par le Forum parlementaire international, où des député-e-s de tous les continents ont pu s'entretenir de la mise en œuvre des valeurs de justice et de liberté qui sont celles du Forum Social Mondial.

Les thèmes globaux actuels et les solutions possibles ne devraient pas être décidés par les seuls chefs d'Etat et les élites économiques, mais doivent également mobiliser la société civile et ses représentant-e-s. À ce titre, il est intéressant de constater que le fondateur du Forum Economique de Davos, Klaus Schwab, a choisi cette année une devise analogue à celle du FSM: «Engagé à améliorer l'état de la planète». Le Forum Social Mondial, quant à lui, proclame depuis sa création qu'«Un autre monde est possible», devise accompagnée cette année du sous-titre – qui a pris toute son importance avec le Printemps arabe: «Dignité!»

Il m'est apparu encore plus clairement sur place à quel point ces deux conceptions d'un monde meilleur pour demain sont éloignées l'une de l'autre. Le fossé est énorme entre la réalité quotidienne de l'élite mondiale des pays industrialisés et celle des populations du reste du monde, qui se battent pour leur pain quotidien et pour la participation démocratique. Pour un pays comme la Suisse, cela implique justement de s'investir de manière engagée à ces deux niveaux.

* Maya Graf, présidente actuelle du Conseil national, faisait partie de la délégation de plus de 60 personnes au FSM, co-organisée par E-CHANGER et Alliance Sud



FORUM SOCIAL MONDIAL

CARTHAGE FUT DÉTRUITE, TUNIS VIT.

Luc Recordon - conseiller aux États (Les Verts, VD), membre du Comité d'E-CHANGER

Tunis n'a certes pas la majesté d'Alger La Blanche vue du large. Pour autant, la cité, bâtie en retrait de quelques kilomètres de la mer, demeure le point crucial reliant les deux Méditerranées, celle de l'est et celle de l'ouest. Créée il y a trois mille ans à Carthage par des marins intrépides venus de l'actuel Liban, les Phéniciens, elle a connu le faite de sa puissance sous Hannibal, qui envahit l'Espagne et l'Italie, menaçant jusqu'à Rome, avant d'en subir la loi à Zama, toute proche, en 202 av. J.-C., sous l'action de Scipion l'Africain au terme de la Deuxième Guerre punique, puis d'être rasée au terme de la Troisième, pour déférer à l'appel répété de Caton l'Ancien à détruire Carthage («Carthago delenda est»), en 146, l'année même de la prise de Corinthe par les Romains.

Elle sera dès lors, pendant la moitié de son histoire, avec l'intermède d'un siècle de domination vandale, un fleuron de l'Empire romain d'Occident puis d'Orient, marquée par l'art byzantin que reflète bien aujourd'hui son Musée du Bardo. Diocèse voisin de celui de Saint Augustin, évêque de Hippo Regius (près de Bône, aujourd'hui Annaba), Tunis vivra quelques siècles de chrétienté avant de céder aux guerriers omeyyades en route vers l'Espagne et la France, qui les arrêtera en 732, entre Tours et Poitiers. Du XVI^e au XIX^e siècle, elle passera à l'islam ottoman, représenté par un bey, avant de subir sept décennies de protectorat français et de retrouver, depuis près de soixante ans, sa pleine indépendance. Conquête par Habib Bourguiba, puis confisquée par Ben Ali, elle sera enfin reprise par le peuple en une victoire encore fragile, lors du Printemps arabe, au début de 2011.

C'est dire que Tunis est, de par son histoire, un forum, pas seulement un forum romain, lieu de rencontres et de débats, mais aussi un carrefour d'influences multiples et réciproques. Il était donc plus que bienvenu d'y tenir, du 26 au 30 mars, le neuvième FSM (Forum social mondial), accueilli dans des conditions idéales pour les gens du lieu et riche en réflexions fructueuses. Une certaine maturité de grands thèmes, lancés à Porto Alegre en 2001 et rediscutés à chaque édition, s'est fait jour, sans doute favorisée par les échecs cuisants du néolibéralisme à partir de 2008.

UN DÉSIR DE POLITIQUE MONDIALE

Jean Rossiaud - sociologue et militant genevois, coordinateur au Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale (FnGM)

Pour la première fois dans l'histoire des Forums, la question du pouvoir à l'échelle planétaire n'est plus taboue. De nombreux ateliers ont abordé la question de la gouvernance, de la démocratie ou de la citoyenneté mondiales. Cet intérêt a surpris jusqu'aux organisateurs des ateliers, qui n'avaient prévu aucune Assemblée de convergence sur ce thème. Et pourtant, 1000 Cahiers de propositions «Pour un mouvement démocratique cosmopolitaire» ont été distribués, et si nous en avions imprimé 10'000, ils seraient partis aussi facilement. Il existe donc une forte demande de réflexions, de propositions et de stratégies pour organiser politiquement le monde, de manière à la fois plus démocratique et plus respectueuse des droits.

Le mouvement altermondialiste a contribué de deux manières à l'histoire récente de l'humanité: d'une part, il a rendu possible qu'aujourd'hui, sur l'ensemble de la planète, soit partagé un même constat de l'état du monde, de l'imbrication des crises, de leurs conséquences sur les populations et les écosystèmes les plus fragiles; d'autre part, il a démontré que «la condition humaine» est dorénavant universelle et solidaire. Il pousse l'humanité à se penser aujourd'hui en «communauté-monde», à se constituer en «société-monde» et, à la manière d'une «nation-monde», à défendre collectivement sa survie et son avenir.

Nous vivons actuellement un moment charnière de la modernité politique, où la démocratie, fragilisée du local au national, est inexistant au seul niveau où se posent les enjeux cruciaux de l'humanité:

La dette des pays du Sud, Europe méditerranéenne comprise, nécessite désormais une reconsidération sur la base d'un audit (inspiré de celui mené par le président équatorien, Rafael Correa) mettant en question aussi bien les termes des échanges commerciaux que la légitimité des flux financiers; la jurisprudence de la «dette odieuse» a d'ailleurs plus d'un siècle et a été utilisée par le Mexique, par le Costa Rica et par les États-Unis (contre Cuba et, en 2003, contre l'Iraq). Cela suppose des traités plus équitables, notamment une protection des investissements moins léonine que par le passé: notre pays a ici bien du chemin à parcourir. Dans la même optique, il faut un mécanisme efficace de saisie et de restitution des avoirs de potentats, sujet sensible pour la Tunisie d'après Ben Ali, dans lequel en revanche la Suisse est à la pointe des efforts de justice, mais qui ne peut se régler en un coup de baguette magique, même si la vitesse des procédures régulières doit être beaucoup améliorée, au Sud comme au Nord.

La gouvernance mondiale est craquelée de partout et des chemins intéressants, quoique escarpés, se dessinent pour contourner au moins l'hégémonie indue des agences purement économiques (Organisation mondiale du commerce, Fonds monétaire international, Banque mondiale) et les coordonner avec les instances qui traitent d'écologie (Programme des Nations Unies pour l'environnement, conférences sur le climat), d'énergie (Agence internationale de l'énergie atomique), de social (Organisation internationale du travail, Organisation mondiale de la santé, UNESCO, Programme des Nations Unies pour le développement), pour ne citer que les principales. Il s'agit en priorité de les assujettir toutes au principe d'équilibre des impératifs qu'exige le développement durable.

La montée en puissance des mouvements sociaux est la pierre angulaire de l'édifice: sans leur apport, nourri de compétences dans l'échange, garanti par les droits humains intégraux, les sociétés ne pourront faire éclore leur démocratie. La leçon la plus roborative de la Révolution tunisienne, par-delà les incertitudes, réside dans la force de la liberté d'expression qui s'y est instaurée et des associations qui l'exercent. Carthage fut détruite, Tunis vit.

celui du système mondial.

Seule la constitution d'une forme – quelle qu'elle soit – de pouvoir politique planétaire pourrait donner le cadre d'une «société monde». Ni le système international ou onusien contemporain, fondé sur la diplomatie bi- ou multilatérale, ni bien sûr le G8 ou le G20 ne s'avèrent opérants pour mettre en œuvre une gouvernance mondiale démocratique.

En élargissant la base sociale du mouvement altermondialiste aux acteurs frustrés et fragilisés par les blocages actuels (représentants de petits États ou d'institutions internationales, etc.), le «mouvement démocratique cosmopolitaire» sera précisément un mouvement davantage «politique» (méta-idéologique) que «social», comme l'ont été avant lui les mouvements nationalitaires au XIX^e siècle et les mouvements de libération nationale au XX^e siècle. Sa mission historique est de créer les conditions politiques de la réorganisation des forces sociales dans un cadre à la fois plus mondial et plus démocratique. Il tendra à disparaître au moment où cet «Etat mondial» sera créé. Les luttes politiques et idéologiques se recomposeront alors dans ce nouveau cadre, au niveau politique adéquat: celui où se joue l'avenir de la planète et de l'humanité.

1 - Jean Rossiaud, *Qui gouverne le monde. Pour un mouvement démocratique cosmopolitaire*. FnGM, novembre 2012, 44 pages. http://www.world-governance.org/IMG/pdf_952_Rossiaud_-_MDC_20130314-2.pdf



La solidarité avec l'Afrique et la Palestine et l'exigence de relations mondiales plus justes, axes du forum.



La rencontre à Tunis des acteurs citoyens les plus divers a renforcé le réseau social planétaire dans la main. Photos: Sergio Ferrari

FEMMES ET JEUNES, LES PRINCIPAUX PROTAGONISTES

Jalel Matri, Association des Tunisiennes et Tunisiens en Suisse, présent au FSM

Le FSM 2013 a eu lieu à un moment déterminant pour la lutte en faveur des libertés en Tunisie et particulièrement de la résistance des femmes tunisiennes pour faire valoir et maintenir leurs droits dans la société.

L'Etat a accompli son travail en contribuant à la réussite de l'événement, pour montrer au monde entier que nous sommes une démocratie naissante; sans oublier que la réussite de ce Forum aura d'importantes retombées économiques et touristiques pour le pays.

Pendant 5 jours, plusieurs débats se sont déroulés, ayant

comme sujets principaux les droits humains, le respect des libertés entre laïques et musulmans, le rôle des syndicats, l'émigration et le souci de l'environnement, sujets que les Tunisiens considèrent comme prioritaires pour l'avenir.

Quelques provocations des islamistes et des partis d'extrême gauche n'ont pas perturbé le bon déroulement du Forum. Nous ne pouvons que confirmer que l'ambiance générale était bonne et que le moment est propice pour un dialogue avec tous les autres courants politiques du pays, y compris celui des islamistes. La marche pour la Palestine a

clôturé le Forum en rassemblant toutes les forces associatives autour de cette cause (plus de 20000 participants).

La jeunesse tunisienne, très dynamique, était bien impliquée et voulait échanger, écouter et proposer des idées en partenariat avec des associations internationales. Le souhait de ces jeunes est de continuer à participer à ce genre d'événement afin de développer des liens avec ces associations plus expérimentées. L'idée est de créer un Forum Méditerranée, pour continuer à renforcer les sociétés civiles dans ces régions et créer une solidarité entre elles.

NDIA - TUNIS - MARS 2013



es de cette 9^{ème} édition centralisée du FSM. Photo: Sergio Ferrari



taire «non virtuel». L'altermondialisme et la révolution arabe main



UNE RÉVOLUTION DANS LE FORUM

Luisa Cruz-Hefti et Yanik Marguerat - Fédération genevoise de coopération

Le samedi 30 mars, la 9^e édition du Forum social mondial (FSM) s'est terminée dans la capitale tunisienne sur une note d'espoir, avec une forte affluence et une organisation pratiquement sans faille. Depuis 2003, la Fédération genevoise de coopération (FGC) a choisi d'encourager son réseau à participer au FSM. Dans cette édition, c'est un important groupe d'une dizaine de personnes – issues des associations et des instances – qui a reçu un soutien pour se rendre à Tunis en faisant partie de la délégation suisse co-organisée par E-CHANGER et Alliance Sud. La FGC, mouvement, réseau et association faitière regroupant une soixantaine d'ONG de solidarité internationale, revient sur la pertinence d'un tel Forum.

Soutenir une société civile en effervescence

Au-delà des nombreux échanges et contacts que ces forums facilitent, ils constituent de formidables lieux de convergence dans lesquels la société civile planétaire, et particulièrement les associations du Sud, peuvent mettre en avant leurs revendications, exprimer leurs

préoccupations tout en confrontant des points de vue, partager les solutions apportées à des problèmes tels que la dette extérieure, les droits des femmes ou encore l'oecuménisme. Dans le contexte tunisien d'un monde associatif naissant et encore fragile, ce type de rencontres est une grande chance pour ce secteur de la société qui ne demande qu'à mieux se connecter avec les réseaux mondiaux. Depuis la révolution de janvier 2011, la société civile tunisienne et celle du Maghreb sont en ébullition et des milliers d'associations ont poussé comme des champignons après la pluie. Quand on sait que cette société était pratiquement inexistante (ou du moins très faible) il y a deux ans à peine, on ne peut que se réjouir du chemin parcouru. Reste maintenant à renforcer la légitimité et l'ancrage de ces organisations naissantes qui devront aussi apprendre à travailler ensemble. Pour la FGC, ce soutien à la société civile est fondamental.

Promouvoir une solidarité de proximité au quotidien

Pour la FGC et ses membres, ces forums

sont aussi une occasion inespérée de tisser des liens avec les mouvements sociaux, puisque leurs leaders et divers-e-s représentant-e-s sont prêt-e-s à dialoguer et partager leurs expériences dans les nombreux espaces mis à disposition. Mais plus que tout, c'est aussi une bonne occasion pour les représentant-e-s du Sud de participer et de contribuer, d'égal-e à égal-e avec les ONG des pays du Nord, à la réalisation concrète de cet autre monde possible. Les organisateurs du FSM avaient vu juste, début 2011, lorsqu'ils avaient annoncé leur volonté d'organiser ce grand rassemblement altermondialiste dans un pays où le souffle des révolutions populaires emportait tout sur son passage. La Tunisie, deux ans après la révolution, est une société qui est, à bien des égards, «sur la brèche», avec de sérieuses menaces de chavirer dans l'obscurantisme ou le conflit armé. Organiser le FSM à Tunis en 2013, c'était aussi un signal clair et fort de soutien aux forces progressistes de ce magnifique pays. Parions que le FSM reviendra prochainement dans cette région du monde.

POUR UN CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Isolda Agazzi - Alliance Sud (Swissaid/ Action de Carême/ Pain pour le prochain/ Helvetas/ Caritas/ Eper)

Le 16 octobre 2012, la Suisse et la Tunisie ont signé un accord de promotion et protection des investissements. Côté tunisien, l'accord a été paraphé par Riadh Bettaieb, ministre de l'Investissement et de la Coopération internationale et membre du parti islamiste Ennahda. Selon les enquêtes menées par les médias tunisiens, Riadh Bettaieb, comme d'autres membres du gouvernement dominé par les islamistes, détient de nombreux capitaux à l'étranger, notamment en France. C'est un entrepreneur florissant et un libéral convaincu.

Si ledit accord a suscité un débat nourri au sein du parlement suisse – qui a quand même fini par le ratifier – les Tunisiens ne savent même pas qu'il existe. En attendant l'organisation d'élections, l'Assemblée nationale constituante, chargée d'élaborer la nouvelle constitution, fait office de parlement en gérant les affaires courantes. Mais vu la crise politique très grave que traverse le pays, notamment après l'assas-

sinat du militant de gauche, Chokri Belaïd, le 6 février dernier, les Tunisiens ne s'intéressent pas à la Suisse, à l'exception de la très médiatisée restitution des fonds de Ben Ali. Focalisés sur l'Union européenne et le «partenariat privilégié» en cours de négociation, qui devrait libéraliser encore davantage le commerce entre les rives nord et sud de la Méditerranée, les mouvements sociaux sont loin de se douter que la Suisse a proposé à leur pays, à quelques différences près, le même accord sur les investissements qui la lie à l'Uruguay. Un accord sur la base duquel Philip Morris International, sis à Lausanne, a porté plainte contre Montevideo pour une législation anti-tabac jugée excessive, réclamant deux milliards d'USD de dommages et intérêts.

À l'occasion du FSM, Alliance Sud a organisé un atelier pour discuter de cet accord et, plus généralement, des investissements étrangers. Le constat des participants tunisiens au Forum était unanime: le

gouvernement actuel poursuit la même politique économique libérale que Ben Ali, qui a fait le lit de la profonde crise sociale ayant amené à la révolution de janvier 2011.

En mettant cet accord sur la table, les participants suisses ont voulu alerter l'opinion publique. Car des accords plus équilibrés existent et, avant de ratifier celui qui leur est proposé, les autorités tunisiennes devraient y réfléchir à deux fois, voire demander qu'il soit renégocié. Des membres de l'Assemblée nationale constituante s'y sont intéressés et ont voulu en savoir plus. Mais sont-ils ceux qui vont ratifier cet accord? Ou le parlement à venir, on ne sait quand? Vu le flou institutionnel qui règne en Tunisie, nul ne sait avec précision qui est responsable de quoi et ce qui va se passer dans les mois à venir. Mais le débat est lancé. Aux Tunisiens d'exiger un contrôle démocratique de la politique économique du gouvernement, notamment des accords internationaux qu'il signe et qui ont un impact sur leur vie.

LE RÔLE DES FEMMES DANS LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE TUNISIEN

Martina Schmidt - secrétaire romande, Pain pour le prochain

Alors que les femmes ont été les premières actrices de la révolution tunisienne, aujourd'hui elles se battent pour préserver leur statut de citoyennes à part entière.

Pour elles, «le printemps arabe n'était pas un printemps», disent certaines. En effet, la tendance islamiste se renforce qui cherche à taire leur voix et les

renvoyer derrière les fourneaux. La société tunisienne oscille entre désenchantement et mobilisation sociale sans précédent.

«S'il y a un vrai rempart contre les forces contraires à la révolution, ce sont les femmes». Par ces mots, la présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), Ahlem Belhadj, a ouvert l'assemblée des femmes qui a donné un premier coup d'envoi au Forum social mondial. Depuis la chute du dictateur Ben Ali, les femmes tunisiennes se battent contre la féminisation de la pauvreté et réclament une justice sociale qui mette femmes et hommes sur un pied d'égalité. Or, durant cette période de transition démocratique, le chômage est

en augmentation et deux tiers des nouveaux chômeurs sont des femmes. Si les forces politiques majoritaires du parti Ennahdha cherchent à amener les femmes à quitter l'espace politique, celles-ci continuent à se battre pour faire entendre leur voix. Lorsqu'en décembre 2010, les soulèvements contre le régime de Ben Ali se sont multipliés, les femmes étaient dans la rue. «La femme s'est libérée et elle est sortie de son cocon, ce jour-là», affirme Fatma Dhaouadi, une syndicaliste venue à la rencontre de la délégation suisse. Elle renchérit: «Nous

sommes des mères de martyrs. Nous avons lutté contre le régime de Ben Ali, et nous militerons contre le régime qui veut nous mettre hors de l'histoire.» Le grand enjeu est celui d'ancrer dans la nouvelle Constitution tunisienne les droits civiques et politiques des femmes. Des débats tels que la «complémentarité» de la femme à l'homme et la polygamie débordent sur l'espace public, alors même que la Tunisie était à l'avant-garde en stipulant, en 1956 déjà, le statut d'égalité homme-femme. Souvenons-nous qu'en Suisse, les femmes ont dû attendre

1971 pour obtenir le droit de vote! Tout semble être mis en œuvre pour détourner l'attention publique de l'absence de vision politique pendant que la résolution des vrais problèmes se fait attendre. Face au chômage, à la précarité économique et à la montée de la violence sociale, les Tunisiennes et Tunisiens ont l'impression de reculer dans l'histoire et que la révolution leur a été confisquée. Tandis que certains défendent la théorie du complot en pensant que les intérêts économiques et religieux du Qatar et de l'Arabie saoudite téléguident le gouver-

nement tunisien, d'autres plaident pour l'immaturité politique du parti islamiste Ennahdha. Le projet final de la nouvelle Constitution, le 27 avril prochain, montrera si démocratie et religion peuvent faire bon ménage en respectant les valeurs de laïcité, de liberté individuelle et de droits humains fondamentaux, dont l'égalité homme-femme. Les nombreux ateliers et assemblées organisés lors du FSM étaient sans doute un lieu extraordinaire pour donner un nouveau souffle à la cause des femmes tunisiennes et du Maghreb.



LE COURRIER
L'essentiel, autrement.

FORUM SOCIAL MONDIAL



Le FSM, espace essentiel de la société civile internationale. A Tunis, plus de 1000 activités autogérées, avec une significative participation de la jeunesse. Photo: Adeline Aubry



« RÉACTION CHIMIQUE POSITIVE »

Sergio Ferrari - Traduit par Jérémie Cravatte et Hans Peter Renk

Interview-bilan de l'historien et militant belge **Eric Toussaint**, coordinateur du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM), membre du Conseil International du FSM depuis ses débuts

Q: Quels ont été les aspects les plus importants de cette nouvelle édition du FSM?

R: Il y a eu une forte participation tunisienne. Nous l'avons vu, par exemple, dans les ateliers et activités dédiés à la dette. Également dans l'Assemblée des Mouvements Sociaux du vendredi 29. Le grand intérêt de la jeunesse et des mouvements sociaux pour cette initiative était évident.

Q: Cela signifie-t-il que le FSM sort renforcé de cette session au Maghreb?

R: Cela ne fait aucun doute. Le FSM vit une crise évidente depuis quelques années déjà. En particulier le Conseil International, comme instance facilitatrice, rencontre des difficultés énormes à trouver une nouvelle dynamique... Et dans le même temps, le Forum Social, de manière incontestable, reste le seul lieu et cadre mondial où se rencontrent les mouvements sociaux. Et dans ce sens le FSM reste très important. Étant donné que la société tunisienne et celles de la région sont activement mobilisées, cela a apporté un souffle d'air frais et de renouveau à cet espace international. Le Forum Social, en entrant en contact avec une société en mouvement, en ébullition, produit une réaction chimique, une interaction extrêmement intéressante, et nous l'avons constaté lors de cette édition.

Q: Selon votre bilan, le fait de convoquer le FSM dans un pays et une région en ébullition pourrait aussi, à l'avenir, servir d'antidote contre tout risque d'institutionnalisation de cet espace mondial...

R: Tout à fait. Nous pourrions imaginer une prochaine édition du FSM en Egypte si un groupe d'organisations de ce pays désirait le recevoir. En effet, l'Egypte vit une situation totalement électrique avec un mouvement syndical proportionnellement plus fort dans le secteur industriel qu'en Tunisie, avec une paysannerie fortement frappée par les politiques néolibérales de la Banque Mondiale et la privatisation des terres. Mais des explosions sociales pourraient avoir lieu dans d'autres parties du monde et divers scénarios sont imaginables.

Q: Comment débloquer les difficultés et la forme de paralysie à laquelle est confronté le Conseil International du FSM?

R: Je n'ai pas de solutions. Je constate qu'une série de forces qui composent le Conseil désirent continuer à jouer ce rôle. Ce que Tunis nous enseigne, c'est qu'à un certain moment il faut libérer le terrain et laisser de l'espace à de nouvelles forces. Nous, en tant que CADTM, continuons à être membres du Conseil International et nous savons qu'il y a des acteurs très inté-

ressants et dynamiques en son sein, avec lesquels nous collaborons étroitement. Mais nous voyons également qu'il y a une série de forces très institutionnalisées qui gèrent la «marque» du Forum Social selon leurs intérêts.

Q: Dans le cadre de ce bilan optimiste, quels ont été les éléments négatifs qui ressortent de cette édition?

R: Parmi les organisations qui ont installé leur stand se trouvait l'USAID, qui est l'organisme de coopération des Etats-Unis, présent dans toutes les opérations de déstabilisation autour du globe. Donc cette organisation n'a rien à faire au Forum. C'est un élément préoccupant, d'autant qu'il implique une violation de la Charte des Principes de 2001. Je comprends donc les participants qui sont allés vider cette organisation du périmètre du campus universitaire El Manar. Nous avons également vu que la monarchie marocaine a envoyé une centaine de personnes payées pour se faire passer pour des membres d'organisations non-gouvernementales et sociales. Une partie d'entre elles sont des policiers qui sont venus empêcher que s'exprime dans cet espace la revendication du droit à un État Saharaoui indépendant... Il faut trouver les moyens de protéger en particulier les activistes marocains qui ont le courage de défendre le droit démocratique à la souveraineté nationale.

LE MONDE À TUNIS... UNE MOSAÏQUE DE COULEURS, UNE PORTÉE UNIVERSELLE

Nizar Hajbi, journal tunisien La Presse, Magazine du dimanche, 31 mars 2013

Outre les portées sociale, culturelle, économique, politique, idéologique et autres du Forum Social Mondial tenu à Tunis et qui a pris fin le 30 mars 2013, l'événement a constitué une opportunité de rencontres et d'échanges, non seulement entre les jeunes, mais aussi entre les différentes générations, différentes nationalités et ethnies du globe. L'ouverture de ce Forum, qui se tenait pour la première fois dans un pays arabe, a bien incarné cette portée universelle.

L'ambiance qui régnait mardi 26 mars avait transformé le centre-ville en un village cosmopolite pris d'assaut par des jeunes et des moins jeunes venus des quatre coins du monde. Leur arrivée a apporté une brise de fraîcheur, une note d'euphorie à une capitale en berne et un pays à l'humeur maussade.

En effet, dès le matin, les différentes artères de Tunis ont connu une fébrilité jamais vécue jusqu'à. Les grappes de jeunes affluaient au fil des heures sur l'avenue Bourguiba, peu avant le coup d'envoi de ladite marche. Des organisations et associations du monde entier, des syndicalistes, des activistes et autres militants de tout âge, se sont confondus dans la marée humaine qui avait envahi la place 14-Janvier.

Tunisiens, Arabes, Africains,

Asiatiques, Européens, Latino-Américains et autres ont investi espaces commerciaux, esplanades et cafés aux alentours de l'avenue Bourguiba. Ils cherchaient une connexion Wifi, qui de quoi manger, et immortalisaient l'instant par des photos-souvenirs. Via leurs comptes Twitter, Facebook et autres modes virtuels, ils ont tout de suite relayé de belles images qui ont fait le tour du monde en quelques minutes...

C'était un grand festival de sons et de couleurs où gadgets, ballons, musique, danses et slogans se fondaient dans une harmonie totale, faisant monter l'adrénaline chez plusieurs Tunisiens venus assister à la manifestation, et qui n'ont pas hésité à aller plonger dans la gigantesque foule.

À 16h00, le grand cortège s'est élancé sur l'avenue Mohamed V pour un défilé de plus de 35000 personnes. Marchant à petits pas, les groupes de manifestants se sont succédé, chacun avec des couleurs distinctives, parfois celles-mêmes de leurs drapeaux nationaux, à l'instar des Tunisiens, des Palestiniens, des Egyptiens ou des Algériens. D'autres faisaient flotter avec orgueil les fanions de leurs organisations ou de la communauté qu'ils représentaient: écologistes en vert, marxistes en rouge, etc. La manifestation avait aussi pris l'allure d'une fête foraine avec de

la musique, du chant et un foisonnement de couleurs...

Les messages étaient aussi disparates que leurs auteurs. Ils plaçaient pour des causes aussi différentes que contradictoires, allant de la protection des systèmes écologiques, jusqu'à la lutte contre la discrimination. Certes, on a enregistré une dominance des tendances socialistes, anticapitalistes et altermondialistes. La cause palestinienne, celle des Sahraouis, ainsi que celle des minorités en Amérique latine ont été, entre autres, au centre des revendications promues par plusieurs groupes de militants et activistes. Certains groupes étaient issus de plusieurs nationalités et d'autres des mêmes origines. La solidarité, l'égalité, la dignité, la pérennité des ressources naturelles et l'équité entre les genres, les générations, les Etats et les strates sociales, ont figuré dans la majorité des slogans brandis par les manifestants.

Ce fut une marche qui restera gravée, certes, dans les annales du Forum Social Mondial, même si elle n'aura pas égalé celle de Porto Alegre au Brésil. Il n'empêche, elle aura marqué au fer rouge la jeunesse tunisienne qui a ouvert, à travers ce Forum, des canaux d'échanges avec ses homologues dans le monde entier. C'était plus qu'une marche, un festival...

AVEC LE SOUTIEN DE:

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION

fedevaco
Votre partenaire pour les projets de développement



E-CHANGER, ONG SUISSE DE COOPÉRATION SOLIDAIRE NORD-SUD
www.e-changer.ch

Alliance E-CHANGER Inter-Agire Mission Bethléem Immense

Responsable éditorial: E-CHANGER, Rue St-Pierre 10, CH-1700 Fribourg Responsable de l'édition du dossier Forum Social Mondial: Sergio Ferrari Textes: Bernard Borel, Maya Graf, Luc Recordon, Jean Rossiaud, Luisa Cruz-Hefti, Yanik Marguerat, Isolda Agazzi, Martina Schmidt, Jalil Matri, Nizar Hajbi Journal La Presse/Tunis, Sergio Ferrari Photos: Andrea Tognina, Adeline Aubry, Sergio Ferrari Traduction: Hans Peter Renk, Jérémie Cravatte Correction: Claude Desimoni Mise en page: Pascal Messerli Exemplaies: 9'000 (édition quotidienne Le Courrier) et 300 (tiré à part) www.e-changer.ch